

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 16 avril 2015

Le 16 avril 2015 à 14h00, s'est tenue, dans la salle de conseil de la mairie de Plonévez-Porzay, une séance du comité syndical légalement convoqué le 3 avril 2015.

■ **PRESENTS** : 7

Collège des EPCI et communes non producteurs – préleveurs d'eau potable :

Bernard IDOT (CCPC), Paul DIVANAC'H (CCPCP), Henri CARADEC (Douarnenez communauté), Jean-Pierre LE BRAS (Beuzec-Cap-Sizun)

Collège des producteurs d'eau potable :

Michel BALANNEC (Douarnenez), Joël BLAIZE (Plomodiern)

Collège du Département du Finistère : Jacques GOUEROU

■ **ABSENTS** : 8

Collège des EPCI et communes non producteurs - préleveurs d'eau potable :

Dominique LE PENNEC (CCPC) Didier PLANTE (CCPCP), Alain LE QUELLEC (CCPCP), Jean KERIVEL (Douarnenez communauté)

Collège des producteurs d'eau potable :

Christine LELIEVRE (Saint-Nic), Jean-Yves STANQUIC (Quimper communauté), Henri LE PAPE (CCPC)

Collège du Département du Finistère : Armelle HURUGUEN

■ **EXCUSES** : 3

Collège des EPCI et communes non producteurs - préleveurs d'eau potable :

Thierry BETRANCOURT (CCPC), Marie-Thérèse HERNANDEZ (Douarnenez communauté)

Collège du Département du Finistère : Nicole ZIEGLER

■ **POUVOIRS** : 2

Thierry BETRANCOURT (CCPC) a donné pouvoir à Bernard IDOT (CCPC)

Marie-Thérèse HERNANDEZ (Douarnenez communauté) a donné pouvoir à Henri CARADEC (Douarnenez communauté)

■ **SECRETAIRE DE SEANCE** : Joël BLAIZE (Plomodiern)

■ **ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION** :

Alida BOISHUS, directrice et coordinatrice du SAGE, EPAB

Annabelle CHEVAL, responsable secrétariat-comptabilité-RH, EPAB

DB N°8-2015 : AVIS SUR LE PROJET DE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) LOIRE-BRETAGNE 2016-2021 ET SON PROGRAMME DE MESURES

RAPPORTEUR : HENRI CARADEC

VU l'arrêté préfectoral n°2011-1837 du 27 décembre 2011, portant création du syndicat mixte établissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez (EPAB), et ses statuts annexés,

VU l'arrêté préfectoral n°2013163-0002 du 12 juin 2013, portant modification des statuts du syndicat mixte établissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez (EPAB),

VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 2014, relatif à la délimitation du périmètre d'intervention du syndicat mixte EPAB en tant qu'établissement public territorial de bassin,

CONSIDERANT les missions de l'EPAB, dont la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration du SAGE de la baie de Douarnenez, puis de sa mise en œuvre, son suivi, son évaluation et sa révision,

CONSIDERANT le courrier co-signé du Président du comité de bassin Loire-Bretagne et du Préfet de la région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, daté du 1^{er} décembre 2014, invitant le comité syndical à faire parvenir une délibération concernant la consultation sur le projet de SDAGE Loire-Bretagne et les documents associés avant le 18 avril 2015,

CONSIDERANT les éléments suivants :

Le syndicat mixte EPAB, en tant qu'EPTB, est sollicité pour rendre un avis sur le projet de SDAGE 2016-2021.

Une réunion de travail et d'échanges a été proposée le 12 mars 2015 à l'ensemble des membres du comité syndical de l'EPAB, de la CLE du SAGE de la baie de Douarnenez, et aux « acteurs de l'eau » (partenaires financiers, EPCI, communes, associations, OPA, acteurs du foncier, syndicalisme agricole, professionnels du tourisme, scientifiques, professionnels de la pêche, Pays, SAGE voisins ...). Cette séance a réuni 25 personnes. Les chargés de mission de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et de la DREAL ont assuré une présentation des documents soumis à consultation.

Le SAGE de la baie de Douarnenez est en cours d'élaboration, à l'étape de la définition des scénarios alternatifs. Lors des discussions, les éléments du futur SDAGE sont pris en compte, étant donné que le SAGE devra être compatible avec ce projet de SDAGE 2016-2021.

Les éléments qui ressortent de la réunion de travail et qui sont soumis à l'appréciation du comité syndical ont été transmis par mail le 17 mars 2015 dans un tableau à l'ensemble des acteurs pour avis. Ces éléments sont transcrits dans l'annexe de la présente délibération, pour formaliser un avis sur le projet et son programme de mesures.

CONSIDERANT l'avis favorable des membres du bureau réunis le 3 avril 2015,

POUR LE PROJET DE SDAGE LOIRE-BRETAGNE 2016-2021

→ Considérant que le projet de SDAGE se doit d'affirmer la nécessaire atteinte du bon état des masses d'eau, avec des reports de délai pour laisser les maîtres d'ouvrage organiser la mise en place des actions les plus pertinentes (adaptation et nouvelles propositions de mesures au regard des résultats du 1^{er} cycle), laisser le temps aux milieux naturels de répondre à ces actions, et pour que chaque acteur s'approprie au mieux les problématiques et puisse s'impliquer dans les actions associées, en prenant en compte l'environnement économique.

→ Considérant qu'il est souhaitable que certaines rédactions soient réajustées comme proposées en annexe, afin d'affirmer cette volonté de progresser sensiblement dans la restauration des milieux aquatiques et naturels en particulier, et de ne pas rester dans la simple connaissance.

→ Considérant que, sur le volet d'actions agricoles en lien avec les marées vertes, ainsi que dans la détermination des objectifs, il sera utile de compléter les rédactions avec les propositions éventuelles issues des conclusions de la mission interministérielle du plan gouvernemental algues vertes.

POUR LE PROGRAMME DE MESURES

→ Considérant que le programme de mesures pose les bases des opérations des maîtrises d'ouvrage principales à assurer sur les différents territoires, pour la mise en œuvre d'actions sur les zones prioritaires. Ce programme propose de grandes masses financières, qui donnent un cadre pour les six ans à venir. Face à ces dépenses, les collectivités devront dresser des priorités et s'assurer de l'appui financier des autres partenaires (Région, Département, Etat, Europe, ...).

→ Considérant que ce programme de mesures nécessite toutefois quelques précisions, telles que sollicitées en annexe.

Le comité syndical insiste sur la demande de prise en compte d'un seul périmètre d'intervention pour la baie de Douarnenez, celui du SAGE de la baie de Douarnenez, qui est celui de sa structure porteuse, l'EPAB.

Il est proposé au comité syndical :

- d'émettre un avis favorable sur le projet de SDAGE 2016-2021 et son programme de mesures, sous réserve de prendre en compte les différents éléments listés en annexe
- d'autoriser le Président à transmettre cet avis au comité de bassin Loire-Bretagne et à signer tout document nécessaire à cette mise en œuvre.

Le comité syndical :

Membres présents : 7

Pouvoirs : 2

Absence de quorum : pas de vote

Après discussion des élus présents sur le projet de délibération et sur les modifications apportées sur certains éléments de l'annexe, les élus adoptent à l'unanimité la deuxième proposition : de transmettre la délibération sur le projet de SDAGE et programme de mesures au comité de bassin.

Fait à Kerlaz, le 16 avril 2015

Henri CARADEC, Président de l'EPAB



PROJET DE SDAGE LOIRE-BRETAGNE 2016-2021

Ce nouveau projet fait suite à un précédent SDAGE mis en œuvre sur 2010-2015. Le SDAGE vise l'atteinte du bon état des masses d'eau de la directive cadre sur l'eau. Ce nouveau projet s'inscrit dans la continuité du premier, avec un recalage du fait que l'ambition d'atteindre plus de 60% des masses d'eau en bon état n'a pas été atteinte sur le premier cycle. On constate le renforcement de la prise en compte des différentes directives européennes qui s'appliquent aujourd'hui (eaux conchylicoles, eaux de baignades, eaux usées, ...).

1/ Le territoire du SAGE de la baie de Douarnenez est constitué de nombreux petits bassins versants côtiers, présentant des caractéristiques de sous-sol, sol, occupation des sols, de pente, de climatologie... très variés. Une large partie du périmètre est identifiée sur la carte p.53 comme présentant une « forte à très forte » vulnérabilité potentielle des sols à l'érosion.

Le « chapitre 1 : repenser les aménagements de cours d'eau » traite par son orientation « 1C- restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques » de cette problématique locale.

Sur la disposition 1C-4-, une large partie du périmètre est identifiée sur la carte p.53 comme présentant une « forte à très forte » vulnérabilité potentielle des sols à l'érosion.

1- La formulation devrait imposer aux sage situés dans des zones où la vulnérabilité potentielle des sols à l'érosion est forte ou très forte la réalisation des deux points : identifier les zones et établir un plan d'actions. Remplacer "le sage peut" par "le sage doit". 2- Les mesures d'incitation citées concernent la création ou l'entretien de dispositifs tampons pérennes. Il est nécessaire d'avoir une approche plus globale sur le sujet, en intégrant une réflexion à la parcelle, prenant en compte les courts-circuits de l'eau et un travail sur la localisation des dispositifs tampons en amont, pour ne pas être dans une solution curative mais bien préventive.

2/ Toute la Bretagne est classée « zone vulnérable ». Par ailleurs, le territoire du SAGE de la baie de Douarnenez fait partie des 8 baies du plan gouvernemental algues vertes 2010-2015. A ce titre, une charte de territoire a été mise en place et propose déjà un ensemble d'actions pour réduire la pollution par les nitrates.

Le « chapitre 2 : réduire la pollution par les nitrates » traite par ses orientations de propositions d'évolution et de changements des pratiques agricoles.

Sur la disposition 2B-2, il serait souhaitable de compléter les propositions d'actions que le préfet pourra inclure dans les programmes d'actions définis au titre de la directive nitrates, par, par exemple, l'optimisation des rotations, l'introduction de nouvelles cultures économes en intrants, en particulier sur les bassins versants à enjeu algues vertes.

3/ Une partie du territoire du SAGE de la baie de Douarnenez (Porzay) présente des stocks de phosphore dans le sol important, associé à un risque d'érosion élevé. Ce diagnostic amène à proposer un travail sur la prévention des apports de phosphore diffus.

Le « chapitre 3 : réduire la pollution organique et bactériologique » traite par son orientation 3B- « prévenir les apports de phosphore diffus » de cette problématique locale.

Dans la rédaction du paragraphe introductif de l'orientation, la phrase "*par la lutte contre l'érosion des sols, dont l'efficacité est immédiate, mais sujette à caution à moyen et long termes*" nécessite une explication, quant à cette remarque négative, en lien avec l'intérêt qui y est pourtant porté dans la disposition 1C4- et 4B pour la lutte contre les phytosanitaires.

Sur la disposition 3B-3, il serait souhaitable d'apporter la précision de rappel "les rejets issus de tous les nouveaux dispositifs de drainage agricole, réalisés hors zones humides", pour éviter toute confusion dans la lecture du texte.

4-5/ Le territoire du SAGE de la baie de Douarnenez présente une qualité des eaux de surface sur les concentrations en pesticides globalement conformes aux seuils de bon état chimique et écologique. Toutefois, en analysant les résultats au regard des normes sanitaires fixées pour la consommation humaine, il apparaît que les cours d'eau dépassent ponctuellement le seuil de 0,1 µg/l par substance. Des dépassements de l'état écologique sur la base des polluants spécifiques (cuivre et zinc) sont constatés sur certains secteurs du périmètre.

Le « chapitre 4 : maîtriser la pollution par les pesticides » traite par ses orientations de cette problématique locale.

1- L'orientation 4B- Aménager les bassins versants pour réduire le transfert de pollutions diffuses » est étonnante. En effet, le titre et l'objectif associé à l'orientation ne sont pas très pertinents, puisqu'ils visent une adaptation de l'espace à l'utilisation de pesticides, et non l'adaptation de l'usage des pesticides aux caractéristiques du territoire. Il conviendrait de proposer une orientation rédigée comme suit : "Adapter l'usage des pesticides aux caractéristiques du territoire".

2- L'objectif de réduction phytosanitaires visé par le plan Ecophyto pour la partie agricole pourrait être repris dans le SDAGE (objectif : la réduction de 50% de l'usage des pesticides dans un délai de dix ans, si possible), comme le lien est fait sur les autres acteurs (collectivités et particuliers).

3- Concernant les analyses de pesticides en eau courante superficielle, au-delà du ciblage des périodes d'utilisation des produits et à risque de transfert, il semble nécessaire de rappeler l'importance de réaliser le prélèvement lors de périodes à forts ruissellements, pour détecter les molécules actives, adsorbées sur les particules mises en suspension par temps de pluie.

Le « chapitre 5 : maîtriser la pollution dues aux substances dangereuses » traite également par ses orientations également de cette problématique locale.

Au niveau de l'orientation 5B-, les collectivités et le monde agricole sont cités par rapport aux efforts engagés pour réduire leurs émissions de pesticides, en référence au chapitre 4. Il serait utile de rappeler les niveaux d'objectifs propres à chaque catégorie : zéro utilisation de phytosanitaires pour les collectivités et les particuliers, et réduction pour le monde agricole, en précisant la nature de l'objectif (réduction des molécules vendues ou réduction des doses de produits appliquées ou autres ?).

6/ Le territoire du SAGE de la baie de Douarnenez est doté de différentes prises d'eau potable, sur des eaux souterraines et superficielles. Ces secteurs sont concernés par la mise en œuvre des périmètres de protection de captage.

Le « chapitre 6 : protéger la santé en protégeant la ressource en eau » traite par ses orientations de cette problématique locale.

Par rapport à la mesure 6C-1-, il aurait pu être proposé une mesure en lien avec le foncier, pour que les maîtres d'ouvrage locaux aient une priorité d'accès à l'acquisition du foncier pour protéger les terres des différents périmètres de captage de toute agriculture intensive.

7/ Le Département du Finistère a mis en place un schéma directeur de l'alimentation en eau potable validé en 2014.

Pas de remarques majeures sur le chapitre 7 – Maîtriser les prélèvements d'eau.

8/ Le territoire du SAGE de la baie de Douarnenez, via la charte de territoire, s'est fixé un objectif ambitieux de réhabilitation des zones humides non fonctionnelles d'ici 2015. Les inventaires des zones humides sont bien avancés dans le Finistère.

Le « chapitre 8 : préserver les zones humides » concerne par ses orientations le volet d'actions entrepris localement.

Le terme préserver signifie protéger et empêcher l'altération. Il semble impératif d'ajouter à l'objectif du chapitre la "restauration ou la réhabilitation des zones humides non fonctionnelles".

Comme pour le titre du chapitre, il est nécessaire de compléter la rédaction de l'orientation « 8A-préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités », par le terme "restaurer ou réhabiliter des zones humides non fonctionnelles". Ne pas limiter le rôle dénitrifiant des zones humides aux têtes de bassins versants. On constate sur l'ensemble du bassin versant jusqu'à l'exutoire, que les zones humides jouent leur rôle sur la dénitrification (exemple du marais de Kervigen en fond de baie de Douarnenez). Sur la rédaction de la "préservation et restauration, là où elles s'imposent", pourrait être reformulée, pour mieux cibler où ces opérations peuvent réellement s'imposer aujourd'hui. Actuellement, on est plus sur des démarches basées sur le volontariat, sur lesquelles la mobilisation reste limitée.

Sur la disposition 8A-2, il est cité les ZHIEP et les ZSGE : quelles sont les perspectives réelles au regard de la réalité de mise en oeuvre actuelle par les Préfets ? Pour les plans de restauration et de reconquête, il paraît nécessaire de demander aux SAGE d'avoir des actions spécifiques de reconquête des zones humides, plutôt que de donner simplement la possibilité de le faire. La liste des actions proposer est assez limitée, la première action à mettre en avant est la restauration des zones humides dégradées.

Que signifie le terme "remettre en place des zones tampons" ? Cible-t-on uniquement l'engagement dans des MAE herbe ?

Sur la disposition 8B-1- (Préserver les zones humides dans les projets d'installation, ouvrages, travaux et activités), il serait utile de préciser les critères de caractérisation des mesures compensatoires, qui permettront de dire que le projet est "équivalent". D'ailleurs, le terme "équivalent " est-il bien approprié ?

Sur la disposition 8E-1 (améliorer la connaissance), il faut tenir compte que les inventaires sont bien avancés en terme de réalisation sur une partie du territoire. Il serait utile de proposer des inventaires des zones humides prenant en compte le fonctionnement de la zone humide, avec des interdépendances avec le parcellaire, le réseau hydraulique, dont les fossés, ... Il serait utile de préciser quels sont les "objectifs environnementaux définis par le SDAGE" (2ème §).

9/ Le « chapitre 9 : préserver la biodiversité » ne suscite pas de remarques majeures.

Il est demandé que les différents documents du SDAGE soient rectifiés sur l'orthographe du cours d'eau « KERHARO » en un seul mot et non en 3.

10/ Le territoire du SAGE de la baie de Douarnenez est plus particulièrement concerné par le phénomène d'eutrophisation marine : les marées vertes. A ce titre, elle fait partie des 8 baies du plan gouvernemental algues vertes 2010-2015.

Le « chapitre 10 : préserver le littoral » traite par son orientation « 10A- réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition » de cette problématique locale.

Sur la disposition 10A-1-, il est proposé une fourchette d'objectifs, permettant à chaque SAGE de définir le niveau d'objectif adapté à son territoire, ce qui est une bonne proposition.

Par contre, la rédaction proposée amène aux questions suivantes (p.121) :

- il est indiqué que "pour les cours d'eau contribuant au déclassement des masses d'eau côtières au titre des marées vertes [,,,] ". Le SAGE doit-il prendre en compte les cours d'eau identifiés avec un objectif dans l'actuelle charte de territoire ou tous les cours d'eau de la baie sont-ils concernés ?
Pour mémoire, la baie de Douarnenez compte plus de 20 cours d'eau. Seuls 8 ont été retenus dans la charte de territoire sur un objectif de réduction du Q90; et les cours d'eau suivis sont pris en compte pour l'objectif de réduction des flux (sur la carte n°2, il est précisé "tous les cours d'eau du fond de baie"). Certains acteurs souhaitent que la totalité des cours d'eau du périmètre du SAGE soient pris en compte, avec une acquisition de connaissances sur les nouveaux espaces non concernés par la charte de territoire 2012-2015, sous réserve d'avoir à disposition des moyens de mesures simples et peu coûteux.
- il est indiqué que l'objectif à fixer doit tenir compte de l'écart entre la situation actuelle et l'objectif de bon état. Il serait utile de préciser l'année hydrologique de référence pour la situation actuelle. Il serait utile également de préciser si l'objectif vise une réduction des flux d'azote ou du quantile 90 (concentrations en nitrates). De ce fait, le paragraphe suivant mérite d'être adapté dans sa rédaction, car il est évoqué les concentrations moyennes annuelles et l'hydrologie, sans expliquer comment on combine ces paramètres. A quoi correspond la date du 31/12/2017 ? La référence aux années 1999-2003 est trop lointaine, il serait préférable pour les baies en charte de territoire de conserver la date de référence prise en compte, qui est 2007-2008 pour les concentrations, et 2009-2010 pour les flux, pour suivre les évolutions. Il est donc souhaitable que la formulation de la disposition laisse cette adaptation aux territoires concernés.

10/ Le territoire du SAGE de la baie de Douarnenez possède une large façade littorale, où s'exercent de nombreuses activités : baignade, pêche à pied professionnelles et de loisirs, pêche en mer, activités nautiques, ... Certaines plages subissent des pressions de contaminations bactériologiques fortes, qui ont entraîné la fermeture des plages à la baignade.

Le « chapitre 10 : préserver le littoral » traite par son orientation « 10C- restaurer et/ou protéger la qualité sanitaires des eaux de baignade » de cette problématique locale.

Sur cette orientation, il n'est pas évoqué le risque lié aux activités agricoles (abreuvement du bétail dans les cours d'eau, rejets directs), qui, selon les secteurs géographiques et les caractéristiques des bassins versants, ont pu être identifiés comme une source de pollution des eaux de baignade. Il ne faut donc pas l'exclure dans cette disposition. Il serait donc souhaitable d'ajouter cette source de contamination dans la liste proposée.

Certains acteurs locaux ont souligné :

- Le niveau d'exigence en termes de qualité de l'eau pour les pêcheurs de pêche à pied professionnelle est élevé. Ils estiment que la baie de Douarnenez devrait être classée « prioritaire » (disposition 10D- restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle).
- L'importance d'intégrer le domaine aquacole dans le SDAGE (et pas strictement la conchyliculture).

Le « chapitre 6 : protéger la santé en protégeant la ressource en eau » traite par son orientation « 6F- Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles en eaux continentales et littorales » de cette problématique locale.

Sur les dispositions associées, il serait souhaitable d'avoir une disposition qui demande aux SAGE de coordonner la mise en place des programmes de prévention/traitement des pollutions sur les bassins versants, en lien avec les différents maîtres d'ouvrage concernés, pour une vision partagée de l'objectif et de son atteinte.

11/ Le territoire du SAGE de la baie de Douarnenez est composé de nombreux bassins versants, sur lesquels on trouve, de fait, de nombreuses têtes de bassin versant.

Le « chapitre 11 : préserver les têtes de bassin versant » traite de ce sujet. On peut souligner l'intérêt de cette disposition, qui vise l'acquisition de connaissance, la restauration et la préservation de ces zones de têtes de bassin versant.

Il serait pertinent d'ajouter dans le titre le terme "restaurer", que l'on retrouve dans l'orientation 11 A (idem / chapitre 8 sur les zones humides).

Concernant la disposition 11A-1-, pour les critères d'identification, il est important de mentionner la nécessité de s'assurer que les inventaires des zones de source des cours d'eau soient bien intégrés, ainsi que le réseau hydrographique complet (cours d'eau et fossés). Quel sera le délai imposé pour leur réalisation (2021 ?).

Il paraît important de préciser le contenu de la disposition 11A-2- : le SAGE devra hiérarchiser les têtes de bassin versant sur son territoire et décliner des objectifs et principes dans un programme d'actions. Cette démarche devra tenir compte à la fois des objectifs de bon état des masses d'eau, des objectifs nitrates des chartes de territoires sur les baies algues vertes et des objectifs bactériologie sur les bassins versants où cette problématique est présente. Des indicateurs seront établis à partir des caractéristiques écologiques et hydrologiques des têtes de bassin versant, des objectifs nitrates et bactériologie. La disposition 11A-2 dit "ces programmes peuvent contenir des mesures complémentaires...." : il serait souhaitable que la formulation affirme la nécessité de définir des mesures complémentaires par rapport aux objectifs nitrates et bactériologies qui vont de pair avec les objectifs DCE.

12/ Le territoire du SAGE de la baie de Douarnenez est doté d'un établissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez, l'EPAB. Ce syndicat mixte est la structure porteuse du SAGE, et agit sur les problématiques de gestion intégrée de l'eau, sur son territoire, en lien avec les autres maîtrises d'ouvrage (communes, EPCI, ...). La mise en place de la GEMAPI est une évolution des compétences à considérer dans l'organisation de la gouvernance locale.

Le « chapitre 12 : faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques » traite de ce sujet.

Dans la disposition 12F-1, il est utile d'insister sur l'analyse économique qui donne une valeur économique aux milieux aquatiques, du fait des services rendus, et de demander au SAGE de trouver des outils de chiffrage (définition de la valeur des biens non marchands).

13/ L'EPAB conduit différentes actions pour la préservation et la restauration de la ressource en eau et des milieux aquatiques. L'optimisation de l'action financière, au regard des restrictions budgétaires actuelles, est importante.

Le « chapitre 13 : mettre en place des outils réglementaires et financiers » traite de ce sujet.

Sur la disposition 13B-2, il serait utile d'ajouter les coûts des travaux de restauration des zones humides dans l'observatoire. Il serait également judicieux que cet observatoire soit lié à l'analyse économique de la valeur des zones naturelles - services rendus, coûts évités ... pour une lecture cohérente des dépenses liées à l'eau.

14/ La mobilisation des acteurs et la concertation sont des éléments clés d'appropriation des enjeux liés à l'eau d'un territoire.

Le « chapitre 14 : informer, sensibiliser, favoriser les échanges » traite de ce sujet.

Sur l'orientation 14B-3, il serait utile d'ajouter le terme "préservation et restauration", en plus de la compréhension du fonctionnement des milieux aquatiques, cours d'eau et zones humides.

PROGRAMME DE MESURES ASSOCIE AU SDAGE LOIRE-BRETAGNE 2016-2021

La baie de Douarnenez est concernée par le chapitre « Vilaine et côtiers bretons », pages 35-38.

REMARQUES GENERALES SUR LA PARTIE GENERALE

- page 6 : l'enveloppe allouée aux mesures de gestion des zones humides est de 7 %, ce qui paraît faible, si la restauration des zones humides non fonctionnelles y est incluse.
- page 7 : l'adaptation des STEP pour le traitement des eaux pour retenir les substances médicamenteuses est-elle intégrée dans les enveloppes financières proposées ?
- page 9 : la codification "élaborer un programme d'action algues vertes" cible-t-elle la suite qui sera donnée aux chartes de territoire des 8 baies algues vertes ou cible-t-elle les nouveaux territoires (sur vasières, ...) ?

CARTOGRAPHIES PAGES 35 ET 36

- page 35 : pour les objectifs "bon état" 2015 ou 2021, il serait plus facile pour la lecture d'avoir une couleur distincte pour chaque échéance
- page 36 : sur les deux cartes, le périmètre dessiné pour les bassins versants de la baie de Douarnenez ne correspond pas au périmètre du SAGE, ni à celui de la charte de territoire. Etant donné que le contrat territorial arrive à échéance fin 2015, **il est demandé de ne faire figurer qu'un seul périmètre d'intervention, correspondant à celui du SAGE de la baie de Douarnenez.**
- page 36, 1ère carte : le **périmètre de la baie de Douarnenez devrait être en jaune, incluant mesures agriculture et assainissement**, car les enjeux existent dans les deux domaines (marées vertes, qualité des eaux de baignade, ...).

LES TABLEAUX DE MESURES PAGES 37 ET 38

- page 37 : les termes utilisés pour les intitulés des mesures restent très généraux. Qu'est-ce qu'une étude globale et un schéma directeur en agriculture par exemple ? Il serait utile d'avoir une explication sur le référentiel OSMOSE utilisé.
- page 38 : pour la mesure MIA14, même observation que pour la p.6, est-ce que la réhabilitation des zones humides est intégrée dans cette mesure de gestion ? Le coût affiché intègre-t-il les financements des MAEc ?
- page 38 : pour la mesure MIA 13, l'entretien de la ripisylves est-il financé également ?

PROGRAMME DE MESURES POUR LA BAIE DE DOUARNENEZ - MILIEUX AQUATIQUES ET ASSAINISSEMENT

- Le programme de mesures pour la baie de Douarnenez s'inscrit dans une certaine continuité par rapport à l'actuelle charte de territoire. L'enveloppe devrait donc permettre d'envisager la poursuite de certaines actions, l'intégration de nouvelles mesures d'actions, en fonction du bilan de la charte et des conclusions de la mission interministérielle sur le plan gouvernemental algues vertes.
 - Le comité syndical note que seul le Laptic est visé dans la programmation pluriannuelle pour les opérations de restauration de cours d'eau et de zones humides, pour 1 061 000 euros sur 6 ans. Le territoire ciblera ce bassin versant pour mettre en œuvre le volet d'actions associé, déjà engagé sur 2012-2015.
- Le comité syndical souligne que les autres cours d'eau et zones humides du territoire sont intégrés dans les opérations menées dans le contrat territorial de la baie de Douarnenez 2012-2015, dont la charte de

territoire, outils qu'il souhaite poursuivre après 2015 pour avancer dans les travaux de restauration des cours d'eau et zones humides, en s'appuyant sur les aides du 10^{ème} programme d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

- le comité syndical souhaite savoir comment a été dimensionné le besoin en ETP ? Cible-t-il uniquement le chargé de mission pour le travail à mener sur le Laptic ou que la mission SAGE ? Les autres moyens en ETP seront-ils intégrés via le programme d'intervention de l'AELB ?

- le comité syndical souhaite savoir comment s'est fait le choix des 3 plages (Telgruc, Kerlaz, Douarnenez) ciblées pour le financement d'actions de réhabilitation de l'assainissement ?